

Félix Bouvier
Didactique des sciences humaines
Département des sciences de l'éducation
Université du Québec à Trois-Rivières

**BILAN DU DÉBAT RELATIF AU PROGRAMME *HISTOIRE ET
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ* DU DEUXIÈME CYCLE DE L'ORDRE
D'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE QUI A EU COURS AU QUÉBEC EN 2006-2007**

Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement
reliées aux différences culturelles

Janvier 2008

Introduction au débat

Le 27 avril 2006, une bombe éclate dans le monde de l'histoire au Québec et surtout, dans celui de son enseignement. Au cœur de l'affaire se trouve le programme presque complété d'histoire et éducation à la citoyenneté de secondaire III et de secondaire IV préparé par le MELS¹, c'est-à-dire le programme d'histoire du Québec-Canada devant être enseigné aux adolescents québécois de 14 à 16 ans à partir de septembre 2007. Ce jour-là, le journal *Le Devoir*, par l'entremise du journaliste Antoine Robitaille, dévoile au grand jour des grandes lignes du projet de programme².

Cet article met en lumière la volonté de ceux qui ont préparé ce programme de mettre moins d'emphase sur des moments traditionnellement importants dans l'histoire du Canada français, puis du Québec afin de rendre la trame historique priorisée «"moins conflictuelle", "moins politique", et davantage "plurielle"», notamment en accordant une place plus importante [...] aux groupes non francophones». Se basant sur des propos recueillis auprès de l'historien – «très critique du nationalisme» – Jocelyn Létourneau et de l'historien-didacticien Jean-François Cardin, tous deux de l'Université Laval et consultés par le ministère dans l'élaboration du programme, Antoine Robitaille énonce l'ambition de ce programme «d'en finir avec la vision misérabiliste qui perdure dans la vision historique des Québécois» d'une part et, d'autre part, «qu'il faut faire de l'histoire pas pour faire de l'histoire, mais pour éduquer à la citoyenneté»³ afin de rendre l'histoire davantage rassembleuse. Dans la foulée, une série d'événements et de thèmes historiques, considérés comme importants dans le façonnement de la nation québécoise, sont passés sous silence ou marginalisés, ce sur quoi nous reviendrons.

¹ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.

² Antoine Robitaille, «Cours d'histoire épurés au secondaire, Québec songe à un enseignement "moins politique", non national et plus "pluriel"», *Le Devoir*, 27 avril 2006, p. A-1 et A-8.

³ *Ibid*, p. A-1.

Le jour même, le ministre de l'éducation du Québec (Jean-Marc Fournier) se dissocie du document de travail⁴ et explique que «les conflits font partie de l'histoire. Ils expliquent l'histoire et les suites de l'histoire. Pour être rassembleur, il faut comprendre l'histoire et les conflits. Pas question de gommer ça»⁵. Dès le lendemain, la controverse éclate dans de nombreux médias québécois. Elle dure plusieurs mois avec une forte acuité et n'est toujours pas terminée au début de 2008.

L'amorce et les fondements du débat

La question qu'il importe de se poser au départ est de savoir quel est le grand enjeu de ce débat. Au Québec comme ailleurs, l'enseignement de l'histoire nationale constitue une balise importante dans le façonnement de la représentation identitaire collective. Or, il se trouve qu'au Québec, la grande majorité de la population se reconnaît d'abord de la nation québécoise, sans pour autant nier la réalité nationale canadienne, néanmoins minoritaire au plan identitaire. C'est là le principal enjeu.

Le 28 avril 2006 donc, nous dénonçons, de concert avec le président de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Laurent Lamontagne, «le choix fortement subjectif des thèmes disciplinaires traités» qui taisent «des côtés historiques de notre histoire qui amènent logiquement un développement de l'identité québécoise sur le plan historique, puisque c'est de cela qu'il est question, sans même parler d'avenir»⁶.

Au moment où il traite de l'époque de la Nouvelle-France (1534-1760), le projet de programme disait en secondaire trois que «les descendants de Français deviennent au fil du temps, des Canadiens». Il s'agissait là d'une confusion qui omettait le fait que les descendants de Français en question deviennent plutôt la société québécoise contemporaine. La réalité «canadienne» sera pour sa part peu à peu récupérée par les conquérants britanniques après la Conquête de 1760. Cet événement fondamental – la

⁴ Martin Ouellet, «Fournier nie des changements majeurs au cours d'histoire», *cyberpresse.ca*, jeudi 27 avril 2006.

⁵ «Il n'y aura pas d'aveuglement volontaire», www.radio-canada.ca, 27 avril 2006.

⁶ Félix Bouvier et Laurent Lamontagne, «Quand l'histoire se fait outil de propagande», *Le Devoir*, 28 avril 2006, p. A-9.

Conquête – était à peine nommé et son importance marginalisée. «Les Canadiens (devenus après 1840, des Canadiens français, puis des Québécois, puisque le conquérant en viendra à s'approprier jusqu'à leur nom) seront pour la suite des choses dominés politiquement, ce que confirme l'Acte d'Union de 1840»⁷. Le projet de programme était ainsi particulièrement discret sur les aspects conflictuels et politiques de l'histoire du Québec.

L'emphase entre 1760 et 1848 était plutôt mise sur le développement de la démocratie sous le régime britannique. Ce n'est pas faux de voir les choses ainsi historiquement, sauf que ce fut jugé comme étant fortement tendancieux par bon nombre d'intervenants au débat. L'autre bout de la lorgnette quant à la façon historique de voir la période 1760-1848, c'est qu'il s'agit là d'une époque où les tentatives d'assimilation des Canadiens par le conquérant britannique furent nombreuses et plusieurs fois structurelles. À ce chapitre, le fait que le projet de programme taise la Proclamation royale et le serment du Test de 1763 fut dénoncé par de nombreuses interventions. Le principe s'applique aussi pour l'occultation de l'Acte de Québec de 1774 qui explique pourquoi les Québécois ont encore au vingt et unième siècle un code civil distinct de celui du reste du Canada. En fait, pour faire court, c'est toute la trame historique mise en valeur par les concepteurs du programme qui constituait un problème, avec évidemment plusieurs nuances, pour de nombreux (plusieurs dizaines) commentateurs au dossier. À titre d'exemple, la Confédération de 1867 n'était pas présentée telle quelle avec son nom historique, mais comme l'amorce de la fédération canadienne telle qu'on la connaît depuis 1982, c'est-à-dire ne référant plus à la théorie des deux peuples fondateurs qui a animé l'identitaire collectif d'un grand nombre de Québécois entre 1867 et 1982, justement. Aussi, entre 1930 et 1980, toute la question de l'affirmation nationale des Québécois était mise de côté, ce qui était confirmé dans le projet de programme, dans les années 1950 et 1960, par l'absence du «néo-nationalisme porteur de la Révolution tranquille»⁸. En fait, la journaliste Lysiane Gagnon

⁷ *Idem.*

⁸ Lysiane Gagnon, «L'Histoire pour les nuls», *La Presse*, 29 avril 2006, p. A-26.

a mis en lumière une dimension essentielle de ce qui était dénoncé dans ce projet de programme.

En gommant l'histoire politique (laquelle est par définition conflictuelle) au profit d'une vision purement socio-économique, nos pédagogues veulent former des bons citoyens, promouvoir une société «rassembleuse», donner aux immigrés l'impression réconfortante que, à l'exception des autochtones, nous sommes tous des immigrés. Ce modèle est calqué sur ce qui se fait au Canada anglais, où le multiculturalisme est devenu une religion d'État⁹.

À compter de 1980, le côté problématique dénoncé devenait encore plus virulent puisque les trois référendums de 1980, 1992 et 1995 étaient passés sous silence, eux qui expriment pourtant une facette fondamentale de l'histoire québécoise et canadienne contemporaine. Seul était mentionné «l'enchâssement de la Charte canadienne des droits et libertés dans la Loi constitutionnelle de 1982» sans mentionner le fait que le Québec n'a jamais adhéré à cette constitution. Encore là, ces omissions et ce qui leur était priorisé fut dénoncé fortement par l'ensemble de ceux s'étant exprimés sur la question. En fait, la position des concepteurs du projet de programme était d'autant plus difficile à défendre qu'en histoire comme ailleurs l'élève est censé, au plan didactique, partir d'interrogations du présent et du monde l'entourant pour s'approprier la matière, par le biais de compétences disciplinaires pertinentes. C'était vrai en secondaire III, tel qu'exprimé brièvement ci-dessus, mais ce l'était aussi en secondaire IV avec l'approche par thèmes mise de l'avant pour cette année-là. Certains universitaires consultés par le ministère prirent toutefois la plume pour défendre le document de travail encore une fois très vigoureusement dénoncé, tant dans les médias électroniques (la radio, Internet) que dans les journaux, principalement *Le Devoir*, entre le 27 avril et le 15 juin 2006. Ces universitaires furent d'ailleurs les seuls à défendre l'esprit et la lettre du projet de programme en lien avec la question nationale¹⁰.

⁹ *Idem.*

¹⁰ Voir à ce sujet le recueil de textes qui se retrouve en annexe du présent document. Le seul bémol connu à ce chapitre est celui du didacticien Marc-André Éthier qui trouve la critique sur la question nationale «erronée» dans l'article «Apprendre à exercer sa citoyenneté à l'aide de l'histoire», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, p. 53. Éthier se veut par ailleurs critique face au projet de programme sur des aspects davantage sociaux. Pour le reste, seuls les gens consultés par le MELS pour ce projet de programme en ont défendu l'essence, sauf peut-être Michèle Dagenais (et Christian Laville, consultant pour le ministère dans ce dossier), dans «Le naufrage du projet de

D'entrée de jeu, Jean-François Cardin, didacticien de l'histoire à l'Université Laval, fait part des intentions du projet du programme en ce qui touche «une histoire nationale qui soit moins axée sur les conflits et les luttes nationales entre anglophones et francophones»¹¹. Pour lui, la dénationalisation constatée s'inscrit en quelque sorte dans la longue durée et «l'évolution des programmes d'histoire nationale a tout simplement suivi celle du nationalisme québécois depuis la Révolution tranquille, un nationalisme qui se fait désormais moins ethnique, plus territorial et davantage inclusif»¹². Il lui semble plus que bizarre «de voir la réaction outrée de certaines personnes devant le projet de programme actuel, qu'ils accusent de vouloir dépolitiser et dénationaliser l'enseignement de l'histoire du Québec, alors que cette situation existe depuis 1982 et même au-delà !»¹³. Là-dessus, le philosophe Michel Seymour lui répond durement et situe néanmoins de cette façon un pan essentiel du débat.

Jean-François Cardin ne distingue pas l'évacuation du discours nationaliste visant à faire la promotion de la souveraineté ou de l'identité nationale, et l'évacuation de toute référence à la nation. Le problème est que pour la première fois dans notre histoire, on évacue non seulement une prise de position partisane, mais aussi toute référence à l'existence de la nation, à la question nationale, voire à «l'histoire nationale». L'expression «histoire nationale» existait pourtant encore dans le devis du ministère de l'Éducation en 1982. Enfin, le consensus *politique* concernant l'existence de la nation québécoise a été réalisé récemment à la fin des années 1990. Les représentants de tous les partis politiques admettent désormais l'existence de la nation québécoise. Or, malgré l'existence d'un tel consensus, le document ministériel omet explicitement toute référence à la nation ! En somme, je soutiens que l'évacuation de toute référence à la nation québécoise est totalement politique, et que c'est l'incapacité de faire la distinction entre une histoire posant la question nationale et une histoire nationaliste qui est proprement hallucinante¹⁴.

programme d'histoire "nationale"», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 4, printemps 2007, p. 517-550.

¹¹ Jean-François Cardin, «Les programmes d'histoire nationale : une mise au point», *Le Devoir*, 29-30 avril 2006, p. B-5.

¹² *Idem.*

¹³ *Idem.*

¹⁴ Michel Seymour, «L'impossible neutralité face à l'histoire. Remarques sur les documents de travail du MEQ "Histoire et éducation à la citoyenneté" (Secondaire III et secondaire IV)», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007, p. 22-23.

Cependant, Cardin est «surpris par l'absence de certains éléments liés aux conflits nationaux qui, certes, font partie de notre passé et qu'il faut offrir, comme le reste, à l'interprétation des élèves québécois». Mais il «ne pense pas que le fait de chercher dans le texte tel ou tel événement précis permette de faire une lecture intelligente du document sur ce plan»¹⁵. Pour lui, les contenus sont plutôt «bel et bien présents, mais ils le sont de manière implicite»¹⁶.

Telle ne fut manifestement pas là la lecture que firent de nombreux historiens et observateurs. Pour plusieurs, «les auteurs du programme ont privilégié certains événements et en ont marginalisé d'autres. C'est ainsi notamment qu'afin de présenter le Québec comme une société ouverte et pluraliste, ils ont mis en sourdine les valeurs communes qui ont façonné le Québec»¹⁷, tout en minimisant les conflits nationaux et sociaux en voulant «gommer une identité nationale propre»¹⁸.

Le débat bat son plein

Dès les premiers jours du débat (fin avril 2006), le ministre de l'éducation du Québec promet une révision du programme pour le mois de juin, ce en quoi il est manifestement aidé par le premier ministre Charest pour qui «le programme ne doit pas contribuer à politiser l'enseignement de l'histoire [de même que] les événements sont les événements, il n'y a pas un livre d'histoire qui peut [les] effacer»¹⁹.

Dans les jours suivants, «Jocelyn Létourneau, identifié par ses pairs comme un des penseurs de la controversée réforme de l'enseignement de l'histoire au cours

¹⁵ Jean-François Cardin, «Les programmes...», *op. cit.*

¹⁶ Jean-François Cardin, «"L'œuvre de destruction de l'identité nationale se poursuit" : quelques commentaires d'un didacticien dans la foulée des réactions au projet de programme d'histoire nationale au secondaire», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007, p. 74.

¹⁷ Jacques Rouillard, «Le nouveau programme d'histoire a largué le "nous" au profit du "je"», *Bulletin d'histoire politique*, hiver 2007, vol. 15, no 2, p. 86.

¹⁸ *Idem.*

¹⁹ Antoine Robitaille, «Programme d'histoire au secondaire, une nouvelle version sera prête en juin», *Le Devoir*, 29-30 avril 2006.

secondaire»²⁰ nie pourtant avoir joué un «rôle dans l'élaboration du document de travail du ministère»²¹ alors que le professeur Cardin affirme le contraire quelques jours plus tôt²² et que lui-même dit «se reconnaître dans "l'ambition générale" du nouveau programme»²³. Pour Létourneau, ce programme n'est «absolument pas fédéraliste!» en ce qu'il respecte «l'intégrité intellectuelle des jeunes [ce qui] implique en effet qu'on les soumette à la réalité multiple du passé»²⁴, Là où la défense de Létourneau fait surtout problème au regard de l'avis de moult analyses, c'est lorsqu'il affirme qu'un document ministériel tel celui devant structurer l'enseignement de l'histoire «ne peut pas volontairement omettre un événement historique, surtout s'il est significatif, aux fins d'une rectitude politique, sociologique ou historique quelconque»²⁵.

Au contraire, pour Michel Sarra-Bournet, «le projet de programme tend à opposer le pluralisme culturel et les libertés démocratiques à l'histoire nationale du Québec. Il s'agit d'une méprise qui repose sur l'oubli de passages importants de l'évolution du Québec»²⁶. Dans la même veine, Jacques Rouillard met en évidence que le programme projeté «met constamment en relief la diversité culturelle (altérité) de la société québécoise sans véritablement préciser en contrepartie les valeurs communes qui l'ont façonnée à un moment ou l'autre de son histoire»²⁷. À l'image de la teinte que prend le débat à ses débuts, l'intellectuelle et journaliste Denise Bombardier se fait pour sa part plus tranchante envers la pensée et le programme défendus par Létourneau.

Les auteurs du document appartiennent probablement au camp jovialiste et sont sans doute fatigués des chicanes de famille qui s'éternisent. Ils espèrent, on imagine, qu'en ne parlant plus des plaines d'Abraham, des rébellions du XIX^e siècle, un nouvel être, le citoyen idéal, sans langue séparatrice, sans couleur d'origine, sans racines différentes, venu de nulle

²⁰ Gilles Pilon, «Un penseur salué par les fédéralistes», *Journal de Montréal*, 13 mai 2006, p. 13.

²¹ Jocelyn Létourneau, «Un débat mal parti», *Le Devoir*, 1^{er} mai 2006.

²² Jean-François Cardin, «Les programmes...», *op. cit.*

²³ Réponse d'Antoine Robitaille à l'article de Létourneau «Un débat mal parti», *op. cit.*

²⁴ Jocelyn Létourneau, «Absolument pas fédéraliste! Révéler aux élèves la complexité historique du Québec, ce n'est pas aseptiser leur mémoire mais leur donner les moyens d'aiguiser leur intelligence», *La Presse*, 3 mai 2006, p. A-31.

²⁵ *Idem.*

²⁶ Michel Sarra-Bournet, «Quel avenir pour l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007, p. 62.

²⁷ Jacques Rouillard, «Le nouveau programme...», *op. cit.*

part, citoyen d'un monde virtuel, désincarné ou plutôt réincarné dans une peau sans aspérité culturelle, ce citoyen, un peu autochtone, un peu blanc, un peu noir, un peu riche, un peu pauvre, un peu homme, un peu femme, se reconnaîtra dans son voisin commun comme dans un miroir. Oubliez aussi Meech et les référendums déchirants. [...] Cette détestable rectitude politique, lorsqu'elle se traduit par un tel document, relève plutôt d'une tentation intellectuellement totalitaire que de cette conscience citoyenne, louable objectif à condition de ne pas éradiquer les luttes dures, parfois injustes mais nécessaires que suppose le rapport de force entre les peuples. Les petits manuels à la gloire de la souveraineté paraissent inoffensifs devant cette réécriture historique. Dans le premier cas, on est naïf; dans le second, on est stalinien²⁸.

Pour sa part, Christian Laville, un autre universitaire de l'Université Laval associé de près à la confection de ce projet de programme, se lance à sa défense²⁹. D'entrée de jeu, Laville admet «Que le programme se veuille moins politique et s'ouvre à plus de faits économiques, sociaux, culturels, c'est vrai»³⁰. Pour lui, la logique qui sous-tend ce programme est d'éviter qu'il devienne un catalogue de dates, comme c'était le cas avant les années 1960 au Québec. Il ajoute qu'en histoire, «s'il y a, d'une part, les faits recueillis et interprétés, il y a, d'autre part, la façon dont on les recueille et interprète. Le programme a choisi d'insister sur cette seconde part, sur ces compétences et ces concepts qui forment le cœur de la pensée historique»³¹.

La thèse que soutient là Christian Laville est parfaitement défendable au plan didactique. Là où son argumentation pose problème cependant, c'est qu'il discute très peu des raisons qui ont fait en sorte que l'approche mise de l'avant s'est éloignée autant que faire se peut du politique. Aussi, lorsqu'il traite de l'approche didactique priorisant les compétences et les concepts, il évite soigneusement de s'attarder aux types de connaissances et aux contenus qui seront inclus dans le fonctionnement de ces compétences, d'une part. D'autre part, il évite avec encore davantage de précautions de discuter du choix des concepts mis de l'avant par le projet de programme et de leurs significations historiques, ce qui est majeur. À lire son argumentaire, on comprend que

²⁸ Denise Bombardier, «Les belles histoires des pays d'en hauts», *Le Devoir*, 29-30 avril 2006, p. B-5.

²⁹ Christian Laville, «Un cours d'histoire pour notre époque», *Le Devoir*, 2 mai 2006, p. A-7.

³⁰ *Idem.*

³¹ *Idem.*

c'est tout simplement l'association entre l'histoire et l'éducation à la citoyenneté qui a fait en sorte que l'histoire nationale au Québec a dû s'éloigner jusqu'à le nier du thème et du concept – éminemment central dans le contexte – de la nation.

Suivant cette logique, certains historiens ont simplement réclamé de dissocier l'enseignement de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté en disant par exemple que «L'Histoire doit être enseignée pour ses mérites propres»³². Pour d'autres intellectuels, le problème du projet de programme se situe ailleurs. Ainsi, Geneviève Nootens note que «L'histoire joue un rôle fondamental, dans cette préparation à exercer le rôle de citoyen»³³. Pour elle, il n'est pas possible «d'avoir une véritable intelligence des enjeux sociaux sans un solide sens historique. Il ne pourrait par conséquent être question d'occulter certains faits historiques même s'ils sont conflictuels». Avec beaucoup de justesse, elle ajoute que cette approche «ne signifie nullement entretenir une vision misérabiliste ou manichéenne ; tout dépend de la manière dont c'est présenté»³⁴. Parallèlement à cela, c'est l'occultation de la question nationale qui retient davantage l'attention chez plusieurs.

Sous prétexte de s'éloigner d'un enseignement de l'histoire trop nombriliste, les auteurs du document écartent totalement toute référence à la dimension nationale de notre histoire. Le lecteur ne trouvera aucune référence au «peuple» ou à la «nation québécoise» dans ce document. Il n'est pas non plus question de la «nation canadienne-française». On ne trouve en aucun endroit une quelconque référence à notre «histoire nationale» ou à la «question nationale». Bref, comme le constate Christian Rioux, c'est «un programme qui cherche à noyer autant que possible toute trace de mémoire nationale». L'élève «n'est jamais amené à s'interroger sur son identité nationale ou sur son appartenance à une collectivité nationale»³⁵.

Pour plusieurs aussi, la négation de la question nationale dans l'enseignement de l'histoire proposé «laisse le champ libre à des organismes comme la fondation Historica

³² Denis Vaugeois, «Les mérites de l'histoire» *Le Devoir*, 2 mai 2006.

³³ Geneviève Nootens, «Tout dépend de la manière», *La Presse*, 6 mai 2006, p. A-31.

³⁴ *Idem.*

³⁵ Michel Seymour, «L'impossible neutralité...», *op. cit.*, p. 20. Seymour cite ici Christian Rioux, «Suicide assisté», *Le Devoir*, 5 mai 2006, p. A-3.

qui œuvre depuis plusieurs années dans le domaine de l'enseignement de l'histoire du Canada et qui vise ouvertement à faire de l'enseignement de l'histoire un instrument de construction du nationalisme canadien»³⁶.

Pendant ce temps, la résistance s'organise au Québec. Une pétition s'opposant au programme planifié est lancée³⁷ et recueillera plusieurs centaines de signatures. L'opposition officielle réclame au parlement québécois un débat public sur la question par le relais d'une commission parlementaire³⁸. Le ministre Fournier s'y refuse et se dit persuadé que la refonte du programme en cours (fin mai 2006) saura «combler les attentes de la population»³⁹.

Pour sa part, Jean-Claude Richard, qui réfléchit à la didactique de l'histoire depuis longtemps, sent le besoin de clarifier les choses. Ayant noté que certains intervenants associent ce qu'ils dénoncent dans l'enseignement de l'histoire à l'approche didactique constructiviste au centre de l'ensemble de la réforme de l'enseignement en cours dans le système d'éducation québécois, Richard note qu'il ne faut jamais «la rendre responsable du contenu d'un programme d'études»⁴⁰. Ainsi, l'histoire, et son enseignement, n'ont pas à «être "rassembleuse" pas plus qu'elle doit promouvoir une quelconque idéologie ; l'histoire doit être "explicative" du présent ; elle n'a pas à le justifier ni à l'excuser ; elle doit uniquement contribuer à le faire comprendre»⁴¹. La démarche didactique qu'il propose fait partir l'élève de questionnements sur la société actuelle qui l'amènent à une démarche d'enquête, d'observations et d'analyses. Celles-ci devront porter «sur des traces et des témoignages authentiques issus du passé. Il faudrait de plus que tout se fasse dans un esprit critique et laisse place à la comparaison et à la confrontation des opinions et des conclusions»⁴², qu'elles viennent des pairs ou des historiens.

³⁶ Alexandre Lanoix, «La fondation Historica, l'enseignement de l'histoire et le nation building», *Le Devoir*, 8 mai 2006, p. A-7.

³⁷ «Pétition contre le projet de programme d'histoire», *Le Devoir*, 10 mai 2006, p. A-5.

³⁸ Antoine Robitaille, «Histoire : le PQ réclame un débat public», *Le Devoir*, 26 mai 2006, p. A-2.

³⁹ Antoine Robitaille, «Enseignement de l'histoire», *Le Devoir*, 30 mai 2006, p. A-10.

⁴⁰ Jean-Claude Richard, «La confusion des genres», *Traces*, vol. 44, no 3, mai-juin 2006, p. 21.

⁴¹ *Idem*.

⁴² *Ibid*, p. 22.

Abordé sous l'angle de l'occultation de la question nationale dans le projet de programme et de son indéniable actualité depuis plus de quatre décennies au Québec (et au Canada), ses concepteurs n'ont jamais pu répondre de façon concluante à l'analyse didactique ainsi étayée. Pour sa part, l'historien Yvan Lamonde est lui aussi globalement fort critique. «Et si la décision de vouloir oublier des dates était l'angle mort d'une conscience historique qui ne voit pas que, dans le choix arbitraire d'oublier certaines dates, elle se propose en définitive d'oublier le passé lui-même»⁴³. C'est dans ce contexte qu'une deuxième version du programme est proposée par le ministère de l'Éducation, le 15 juin 2006.

La seconde version du projet de programme

Dans le communiqué de presse du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport accompagnant cette seconde version du projet du programme d'histoire et éducation à la citoyenneté du deuxième cycle du secondaire, il y est d'abord dit que «Les précisions ajoutées visent à rendre plus visibles certains événements marquants qui jalonnent notre histoire (la Conquête, la rébellion des Patriotes, le rapatriement de la Constitution canadienne, etc.) et qui étaient implicites dans la première version du programme»⁴⁴. Des éléments tels une ligne du temps sont ajoutés au projet de programme, de nouveaux repères culturels le sont aussi, de même qu'un certain redécoupage des réalités sociales (époques historiques). «La structure du contenu de formation demeure la même. Ainsi, à la première année du cycle (3^e secondaire), les élèves ont une vue d'ensemble de l'histoire du Québec à partir d'un angle chronologique, du XVI^e siècle à aujourd'hui. À la deuxième année du cycle (4^e secondaire), les élèves abordent à nouveau l'histoire du Québec, mais par thèmes»⁴⁵. Assurant la défense de cette deuxième version du programme d'enseignement, le sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, Pierre Bergevin, affirme que «Dorénavant, l'histoire doit avant tout servir

⁴³ Yvan Lamonde, «Un passé passoire», *Le Devoir*, 2 juin 2006.

⁴⁴ Marie-France Boulay, *Communiqué du Ministre Fournier*, document inédit, Relations avec les médias, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 15 juin 2006.

⁴⁵ *Idem*.

d'éducation à la citoyenneté»⁴⁶. Le programme n'est toutefois toujours pas approuvé par le ministre et ses fonctionnaires se proposent de consulter des historiens et des universitaires au cours de l'été 2006.

Dès le départ, ce projet de programme remanié s'attire des critiques des historiens. Ainsi, Jean-Marie Fecteau juge que les «problèmes fondamentaux, notamment celui de la rectitude politique et de la philosophie de l'histoire ne sont pas réglés. Éric Bédard [pense que] tous ces conflits qui ont fait l'histoire du Québec, on ne les sent pas présents dans l'ossature du programme»⁴⁷. De son côté, Jacques Lacoursière «salue les efforts qui ont été faits pour mieux expliquer des événements comme la Conquête, l'Acte de Québec et le rapatriement unilatéral de la Constitution, mais il déplore le silence sur la nation québécoise ou canadienne-française»⁴⁸. Aussi, «Michel Seymour [demeure] insatisfait de l'oblitération totale de toute référence à la question nationale, à notre "histoire nationale", au "peuple" ou à la "nation québécoise" ou au "peuple" ou à la "nation canadienne-française"»⁴⁹. De son côté, «le didacticien Christian Laville, de l'Université Laval, n'avait que des bons mots pour le document : "Ils ont réussi à tenir compte des critiques de façon exemplaire, de toutes les critiques. " Il souligne l'ajout d'un thème sur la "conquête" et de longues séries chronologiques. Il se réjouit que l'essentiel de la philosophie de base soit maintenu»⁵⁰. Au sujet d'un des aspects les plus controversés de cette «philosophie de base», vingt-trois historiens et intellectuels québécois se trouvent à lui répondre quelques semaines plus tard.

Nous sommes enfin opposés à l'entreprise d'occultation systématique de la nation québécoise que l'on observe dans ce document. C'est le troisième aspect problématique de ce projet de programme : l'oblitération totale de toute référence au peuple ou à la nation. Sous prétexte de s'éloigner d'un enseignement de l'histoire trop nombriliste, les auteurs du document écartent totalement toute référence à la dimension nationale de notre histoire [...].

⁴⁶ Martin Ouellet, «Le ministère de l'Éducation révisé le programme d'histoire du Québec», *Cyberpresse.ca*, 15 juin 2006.

⁴⁷ Daphnée Dion-Viens, «Le nouveau programme d'histoire toujours controversé», *Le Soleil*, 16 juin 2006.

⁴⁸ radio-canada.ca, *Remanié mais toujours critiqué*, 15 juin 2006, 22h06.

⁴⁹ Antoine Robitaille, «L'Histoire retrouvera toutes ses dates», *Le Devoir*, 16 juin 2006, p. A-1.

⁵⁰ *Idem*

Les historiens doivent sans doute éviter de faire la promotion d'une quelconque idéologie politique particulière. Ils doivent notamment éviter de faire dans leur classe la promotion du fédéralisme canadien ou de la souveraineté du Québec. Mais doivent-ils en plus éviter de faire toute référence à la nation québécoise ou à la nation canadienne-française, à l'histoire nationale et à la question nationale pour éviter de se compromettre politiquement ? L'évacuation de toute référence à la nation québécoise n'est-elle pas, bien au contraire, une position qui compromet politiquement les historiens qui la proposent ?

On semble vouloir évacuer la nation, son histoire et plus généralement la question nationale en leur opposant la notion de citoyenneté. On laisse entendre que si on est partisan d'une conception civique de l'identité, on doit faire disparaître de notre vocabulaire toute référence à la nation. C'est un peu comme si le concept de nation civique était un oxymore et comme si la nation ne pouvait pas être inclusive. L'identité nationale ne peut-elle pas être caractérisée à partir d'une langue publique commune, d'institutions publiques communes et d'une histoire publique commune ?⁵¹

Pour d'autres, ce qui demeure largement contestable dans ce programme, c'est son esprit même. Ainsi, Christian Rioux déplore que les connaissances demeurent secondaires en regard des compétences dans l'approche didactique priorisée. «Et puisque toutes les interprétations de l'histoire se valent, il reviendra à chaque professeur de décider quels événements il étudiera avec ses élèves»⁵². Une des grandes inquiétudes de l'école de pensée dont Rioux se fait ici l'écho, c'est qu'il n'y ait pas de hiérarchie dans ce programme quant à l'importance relative des connaissances historiques, tout comme sur la question de la documentation aléatoire dont pourront disposer les élèves en développant les compétences disciplinaires. «On imagine facilement que le temps consacré à la découverte exhaustive des moments clefs de notre histoire sera de plus en plus congru»⁵³. De plus, Rioux conteste la répétition dans le projet de programme du mot «démocratie» devenu obsessif sans lui joindre ce qui devrait lui être inséparable, c'est-à-dire le concept de nation ou la question nationale.

⁵¹ «Le programme d'histoire au secondaire. Une nouvelle version à recentrer», *Le Devoir*, 28 septembre 2006, p. A-7. Sont signataires de cet article, par ordre alphabétique : Denise Angers, Jaques Beauchemin, Éric Bédard, Jean-Paul Bernard, Marc Chevrier, Robert Comeau, Micheline Dumont, Jean-Marie Fecteau, Lucia Ferretti, Alain G. Gagnon, Yvan Lamonde, Laurent Lamontagne, Josiane Lavallée, Martin Pâquet, Guy Rocher, Jacques Rouillard, Louis Rousseau, Michel Sara-Bournet, Michel Seymour, Denis Vaugeois.

⁵² Christian Rioux, «La fin de l'histoire», *Le Devoir*, 30 juin 2006, p. A-1 et A-8.

⁵³ *Idem.*

«Comme si la démocratie trouvait à se réaliser ailleurs qu’au sein d’une nation et d’une identité précises»⁵⁴.

Toujours est-il qu’en plein été 2006, le ministère de l’Éducation poursuit ses consultations quant au programme d’histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire. L’historien et le didacticien qui rédige ce texte est alors consulté :

Loin de ne pouvoir être associées, l’histoire et l’éducation à la citoyenneté peuvent être magnifiquement bien servies par la question nationale. C’est d’autant plus vrai que la double question nationale québécoise et canadienne est un sujet brûlant d’actualité, ce qui est une vérité constante depuis plusieurs décennies, personne ne peut le nier. Quand, dans un contexte d’apprentissage, les élèves sont invités, aux plans didactique et pédagogique, à partir du monde qu’ils connaissent et qui les entoure, la question de la double identité nationale offre des pistes fort stimulantes pour intéresser des adolescents. De nombreux pédagogues ayant enseigné l’histoire nationale au Québec savent bien qu’il s’agit là d’une piste pédagogique riche, propice à des débats porteurs, pour peu qu’elle soit respectueuse et arbitrée par l’enseignant de la façon la plus objective possible⁵⁵.

Sous une autre facette, certains professeurs d’histoire s’inquiètent de l’approche ministérielle par thèmes que privilégie le programme en secondaire IV. Pour eux, cette façon de procéder exige une formation disciplinaire en histoire que n’ont plus les futurs enseignants, même si parmi eux il y en a d’excellents. «Mais la formation actuelle des futurs enseignants au secondaire, depuis la réforme de 1994 qui a fait passer cette formation aux facultés «d’éducation relègue à l’arrière-plan les contenus disciplinaires. On forme d’abord des maîtres ; les connaissances sont secondaires»⁵⁶.

Pour le président de l’Institut d’histoire de l’Amérique française, c’est «La structure même du programme [qui] soulève des appréhensions. Le principe d’une approche chronologique privilégiée en première année, suivie d’une deuxième année thématique

⁵⁴ *Idem.*

⁵⁵ Félix Bouvier, «Quand l’histoire nationale devient problématique au nom de l’éducation à la citoyenneté : phénomène à inverser», *Bulletin d’histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007, p. 95.

⁵⁶ Guy Laperrière, Léon Robichaud, Peter Southam, Gilles Vandal, «Nouvelle mouture du programme d’histoire au secondaire- Du programme à l’enseignant», *Le Devoir*, 25 août 2006.

risque de s'avérer périlleux à appliquer»⁵⁷. Pour Marc Vallières, un des gros problèmes de ce projet de programme est l'occultation beaucoup trop forte qui y est constatée quant à l'histoire nationale. «Non pas une histoire nationaliste, mais une histoire qui retrace la construction, au fil des siècles et des événements, de la spécificité du Québec et qui permet de mieux comprendre l'essence même de son originalité dans l'ensemble canadien»⁵⁸.

Inversement, pour l'historien Jocelyn Létourneau, «Le débat sur la nation [est] une perte de temps!»⁵⁹ au Québec. Pour lui qui «se questionne sur l'existence de la nation québécoise, [il vaut mieux] parler de société»⁶⁰. Tel que nous l'avons vu au long des pages qui précèdent, c'est là, par delà les nombreuses nuances, le principal reproche qui a été fait aux deux projets de programme d'histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire d'avril et juin 2006. On lui reprochait encore une fois d'évacuer et de nier le thème de la nation au profit de concepts tels société, peuple, etc., tout en ne référant à peu près pas à l'histoire nationale et à ses thèmes spécifiques en histoire du Québec. Tel que vu aussi, c'est par dizaines que l'on compte les interventions d'historiens, d'intellectuels et autres citoyens dans ce sens là. Les thèses de Jocelyn Létourneau et de Christian Laville étaient donc passablement isolées.

La version approuvée du programme

Le 10 novembre 2006, la version officielle du programme est entérinée par le ministre Jean-Marc Fournier. L'essentiel de la démarche constructiviste, par compétences et le lien entre histoire et éducation à la citoyenneté y sont conservés. Il y a là quelques éléments qui inquiètent toujours l'historien Martin Pâquet. Pour lui, l'arrimage de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté continue de poser problème.

⁵⁷ Marc Vallières, «Avis sur le projet de réforme du programme Histoire et éducation à la citoyenneté du deuxième cycle du secondaire», août 2006, http://www.cam.org/-ihaf/quoideneuf_fichiers/ReformeHEC2006.html

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ Antoine Robitaille, «L'ENTREVUE : le débat sur la nation, une perte de temps!», *Le Devoir*, 6 novembre 2006, p. A-1.

⁶⁰ *Idem.*

«Encore une fois, l'histoire est arrimée à la citoyenneté. C'est réduit à une approche contemporaine utilitaire. On l'apprend dans la mesure où c'est utile à la société»⁶¹. Pour Pâquet, c'est l'approche socioconstructiviste prônée par le ministère par le relais de ce programme qui est problématique. Finalement, Pâquet est satisfait de l'ajout de certains «concepts qui sont essentiels pour comprendre le XX^e siècle, comme celui d'identité nationale»⁶².

Tout comme Pâquet, l'historien Robert Comeau se réjouit quelques jours après l'acceptation du programme que certaines «thématiques qui relèvent de la question nationale» et des mots tels «conquête», «lutte» et «nation»⁶³ apparaissent. Ces ajouts ponctuels ont donc le mérite de ne plus voir le thème de la nation et la question nationale être écartées systématiquement du programme d'enseignement officiel. Pour plusieurs universitaires néanmoins, dont Robert Comeau quelque temps plus tard, les ajouts en question ne sont que du rapiécage et la trame historique privilégiée par le programme continue de ne pas aborder autant qu'elle le devrait la question nationale en enseignement de l'histoire du Québec-Canada. À ce sujet, la résolution votée en octobre 2007 lors de l'assemblée annuelle de la Société des professeurs d'histoire du Québec en témoigne :

- Attendu que le programme d'histoire et éducation à la citoyenneté du 2^e cycle du secondaire veut que l'on parte du présent ;
- Attendu que l'actualité fait constamment mention, depuis longtemps, de la place du Québec dans le Canada ;
- Attendu que ce problème est présent dans l'historiographie québécoise ;

⁶¹ Geneviève Bouchard, «Revu et amélioré mais...», *Le Soleil*, 14 novembre 2006. Il faut dire ici que Martin Pâquet est un des vingt-trois signataires du texte «Le programme d'histoire au secondaire...», *op. cit.* Ce texte réclamait du ministre que l'enseignement de l'histoire et celui de l'éducation à la citoyenneté soient scindés.

⁶² Geneviève Bouchard, *op. cit.*

⁶³ Antoine Robitaille, «Adoption du programme d'histoire toujours controversé», *Le Devoir*, 15 novembre 2006, p. A-10.

- Attendu que le programme d'histoire et éducation à la citoyenneté du 2^e cycle du secondaire entend développer le sens critique des élèves ;
- Attendu que ce programme d'histoire et éducation à la citoyenneté au 2^e cycle du secondaire entend éduquer à la citoyenneté ;
- Attendu qu'un des attributs de la citoyenneté est le droit de vote et son exercice en bonne connaissance de cause ;
- Attendu que l'historiographie elle-même mérite bien d'être étudiée dans un cours d'histoire ;
- Attendu la mission de la SPHQ qui est de promouvoir l'enseignement de l'histoire au Québec sous tous ses aspects :

Que la question de la place du Québec dans le Canada et ses différents points de vue, c'est-à-dire la question nationale, soit rendue beaucoup plus visible dans le programme d'histoire et éducation à la citoyenneté du 2^e cycle du secondaire⁶⁴.

En conclusion, le débat se poursuit

En ce mois de janvier 2008, le débat est toujours bien vivant, malgré la signature du ministre Fournier plus d'un an plus tôt et malgré le fait que le programme est dorénavant mis en pratique en secondaire III. Il le sera en secondaire IV en septembre 2008.

Au printemps 2007, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* fait paraître un article de Michèle Dagenais et Christian Laville⁶⁵ où le programme signé par le ministre

⁶⁴ Résolution adoptée à l'unanimité le 26 octobre 2007 à Laval. *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la Société des professeurs d'histoire du Québec*, p. 4.

⁶⁵ Michèle Dagenais et Christian Laville, «Le naufrage du projet...» *op. cit.*

est associé à un échec. Le fondement de leur logique semble reposer sur la prémisse que l'association entre histoire et éducation à la citoyenneté en histoire nationale sera dorénavant mal servie par le fait que le thème de la nation n'est plus nié. Cette argumentation reposerait sur les nouveaux besoins québécois consécutifs à l'immigration accentuée et diversifiée des dernières décennies au Québec. En fait, pour nombre d'intervenants, c'est précisément l'inverse qu'il faut promouvoir.

En favorisant cette approche, non seulement on ne favorise pas l'intégration des immigrants, mais on contribue à l'érection d'un mur d'incompréhension sur la question fondamentale de l'identité nationale entre ces nouveaux arrivants ou les enfants d'immigrants d'un côté et ce que l'on nomme les Québécois de souche de l'autre. Ces derniers en effet, par leur culture première et familiale, ce qui inclut la mémoire ancestrale qui leur est transmise, ont bien davantage d'outils pour comprendre ce que ces deux projets de programme tentaient de leur cacher sur le plan de l'histoire de ce qui est à notre avis l'indéniable nation québécoise⁶⁶.

À un degré moindre, le même principe s'applique pour le programme approuvé et qu'il faudra donc éventuellement modifier. À ce sujet, Paul Inchauspé cerne bien la problématique en cause «parce qu'il n'y a pas d'intégration réussie dans une société sans qu'à l'école on aide à s'approprier par l'enseignement les traditions culturelles de cette société. De ce point de vue, la situation de l'enfant né au Québec est la même que celle de l'immigrant nouvellement arrivé»⁶⁷. Et Inchauspé de rajouter : «Ne pas connaître son passé, c'est s'exposer à le reproduire. [...] Dans un monde depuis longtemps interdépendant, ignorer sa propre histoire, c'est souvent se condamner à ignorer l'histoire des autres»⁶⁸.

Un peu dans le même ordre d'idée, d'autres intellectuels prônent une refonte complète du programme d'histoire du Québec au niveau secondaire, entre autres parce qu'il «nuît à l'intégration des enfants issus de l'immigration, (...) un enseignement de

⁶⁶ Paragraphe d'un texte inédit de Félix Bouvier au moment d'écrire ces lignes, mais qui est accepté pour publication par la *Revue d'histoire de l'Amérique française* en 2008 (vol. 61, no 2).

⁶⁷ Texte inédit de Paul Inchauspé prononcé à l'occasion du congrès annuel 2007 de la Société des professeurs d'histoire du Québec, le 26 octobre 2007 et citant le Rapport du Groupe de travail sur la réforme du curriculum, *Réaffirmer l'école*, Gouvernement du Québec, 1997, p. 35-36.

⁶⁸ *Ibid*, p. 36.

l'histoire lacunaire et idéologisé privent ces derniers, comme l'ensemble des Québécois, des clés de lecture nécessaires à la compréhension de nos débats contemporains qui ont tous des racines dans l'histoire de notre communauté»⁶⁹.

C'est donc là qu'en est le débat sur l'enseignement de l'histoire «nationale» à l'ordre d'enseignement secondaire québécois en ce début d'année 2008. Nul doute que le dernier mot n'est pas dit. Entre autres, il sera intéressant de voir et d'observer au fil des années à venir ce qui en résultera là où ça compte vraiment, c'est-à-dire sur le terrain de la conceptualisation que les élèves québécois feront de l'enseignement reçu en histoire du Québec-Canada.

⁶⁹ Normand Baillargeon, Éric Bédard, Lucille Beaudry, Christian Bouchard, François Charbonneau, Marc Chevrier, Jacques Dufresne, Anne-Catherine Lafaille, Mathieu-Robert Sauvé et Émile Robichaud, «Transmettre adéquatement un patrimoine culturel et historique», Mémoire présenté dans le cadre des audiences de la Commission d'accommodements reliés aux différences culturelles, Montréal, 19 octobre 2007, p.11.